

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Pour la fusion de Gdf... avec Edf !

- Social - Services publics -

Date de mise en ligne : dimanche 22 octobre 2006

Démocratie & Socialisme

Le projet de fusion Suez et Gdf est justifié par une escroquerie économique basée sur des pseudos synergies entre ces deux sociétés. Cela ne résiste pas à une analyse concrète. Tout au contraire les liens industriels, patrimoniaux, sociaux devraient aboutir à une fusion entre les deux sociétés Edf et Gdf.

La fusion entre Suez et Gdf aboutirait immédiatement à un démantèlement du nouveau groupe. Le 18 août dernier, la Commission européenne a, secrètement, fait part de ses exigences aux dirigeants des deux groupes. Pour « ne pas fausser la concurrence » et éviter tout monopole, certaines activités devraient être vendues. Le groupe italien Enel a fait savoir son intention d'absorber ces cessions d'actifs. Le géant russe Gazprom devrait manifester le même intérêt. À terme la privatisation d'Edf serait accélérée.

Les taux de rentabilité, de 12 à 15%, exigés par les actionnaires aboutiraient rapidement à la négation du principe d'égalité tarifaire, à l'inégalité entre territoires, à des augmentations de prix encore plus importantes que celles subies dernièrement. L'obligation de résultats boursiers réduirait les investissements et les travaux de maintenance au détriment de la sécurité des installations et des citoyens. Pour doper le nouveau titre, cela s'accompagnerait de 4 à 6000 suppressions d'emplois, selon les syndicats.

C'est l'Opa du groupe italien Enel sur le groupe franco-belge Suez qui devait justifier le rapprochement avec Gdf. Cet argument, loin des missions de services publics ou de la défense de l'intérêt des citoyens et des salariés, n'est pas sans rappeler toute l'agitation faite autour de Mittal Arcelor. Toute cette agitation déboucha sur un accord entre les actionnaires de ces deux groupes. Dans l'hypothèse d'une fusion Suez Gdf, des Opa hostiles ou amicales, d'autres fusions avec Gazprom, Enel ... seront toujours possibles sur ce nouveau groupe. Elles seront même inéluctables compte tenu du caractère profitable de ce secteur.

La mobilisation populaire contre ces projets se heurte à la majorité Ump

Les syndicats Cgt, Cgc, Fo, Cftc organisent la mobilisation dont le 12 septembre sera une étape importante. La Cfdt en est absente. La gauche dans son ensemble est opposée à cette privatisation. La résistance au niveau de l'Assemblée nationale au travers de nombreux amendements ne peut que différer le vote majoritaire. La droite prend prétexte des 43000 amendements du groupe socialiste et des 93000 du groupe communiste pour dénoncer l'obstruction et justifier le recours à l'article 49.3. Mais l'issue parlementaire ne fait pas de doute : ce n'est pas le renfort de quelques députés Udf ou Ump qui voteront contre ou s'abstiendront qui mettra en échec le projet Suez-Ump. Les désaccords au sein de l'Ump sont tactiques. Ils ne reposent pas sur le principe ou non de la privatisation mais sur les rythmes pour y parvenir. Nicolas Sarkozy ne souhaite pas d'attaque frontale avant 2007. De Villepin désire acquérir une réputation de fermeté, capable de conduire les contre-réformes de droite contre les salariés. Ce qu'il a subi avec le Cpe lui a peut-être servi de leçon. La première lecture à l'Assemblée nationale qui devait se terminer le 22 septembre sera-t-elle repoussée ?

Irréversible ?

Le Parti socialiste défend l'idée du regroupement d'Edf et Gdf au sein d'un pôle public. Cette position est identique à celle de la Cgt. C'est la seule manière de répondre aux besoins sociaux et de mettre à l'abri le groupe d'un prédateur privé.

Tous les candidats et candidate, à l'élection présidentielle, devraient s'exprimer clairement sur le sujet.

Il n'est donc pas question d'oublier cet engagement après la victoire électorale de 2007. Il faudra reconstruire un service public de l'énergie, en nationalisant, en regroupant le nouveau groupe avec Edf.

L'énergie ne saurait se limiter au gaz ou à l'électricité. Le contrôle public du pétrolier Total est aussi à poser, comme la réalisation d'un service public de l'eau qui fédérerait, dans un premier temps les régies publiques. Les activités « énergies » de Suez intégreraient Edf-Gdf, celles des métiers « environnement » renforceraient le nouveau service public de l'eau.

Plusieurs dirigeants socialistes déclarent déjà qu'il sera difficile et coûteux de reconstruire ce que la droite aura détruit. « Si la réforme est adoptée par le Parlement, nous devons continuer à rechercher inlassablement les moyens de reconstituer un pôle public Edf-Gdf » dit Eric Besson dans "L'Hebdo des socialistes". Le sujet mérite d'être plus précis. Les socialistes doivent affirmer que le Parlement légifèrera pour restaurer les 100 % de capitaux publics au sein de Edf-Gdf.

Sarkozy, guignol :

Dans « Les guignols de l'info » sur Canal +, Sarkozy nous est présenté comme le traître calculateur. Peu d'idéologie pour cet opportuniste qui fait son opinion en fonction des modes les plus libérales. L'affaire Gdf-Edf ne fera pas mentir la marionnette Sarkozy. En 2004, N. Sarkozy, ministre des finances de l'époque déclarait : « Je l'affirme parce que c'est un engagement du gouvernement, Edf et Gdf ne seront pas privatisés ... Nous maintiendrons les parts de l'Etat à 70 % ». Cette affaire prouve que « la rupture » du patron de l'Ump est bien la même orientation que la contre-révolution néo-libérale des patrons de Medef. Hélas, pour les intérêts de la nation, des usagers, ces fanatiques ultra libéraux bradent un bijou essentiel de notre économie.

Jean-Yves Lalanne